



Le premier sommet virtuel s'est tenu du 18 au 20 septembre. Avec la présence d'intellectuels modérés et de célébrités, le regroupement est une tentative de recyclage de projets largement dépassés par les expériences politiques concrètes des peuples et des travailleurs, compte tenu de l'épuisement de la "marée rose" latino-américaine, du naufrage de Syriza en Grèce, du refus de Sanders de rompre avec le Parti démocrate et des révoltes populaires qui ont balayé une grande partie du monde en 2018 et 2019

La direction de l'Internationale progressiste comprend le célèbre linguiste anarchiste Noam Chomsky, le sénateur social-démocrate Bernie Sanders, Cornel West des Socialistes démocrates des États-Unis et l'ancien ministre grec des finances Yanis Varoufakis; les écrivains Naomi Klein du Canada et Arundhati Roy de l'Inde ; le Premier ministre islandais Katrin Jakobsdóttir; l'ancienne maire de Barcelone Ada Colau; le candidat à la présidence Luis Arce et l'ancien vice-président Álvaro García Linera du MAS bolivien; Andrés Arauz, candidat à la présidence de Correa en Équateur; l'ancien président brésilien Lula da Silva et son ancien ministre des affaires étrangères Celso Amorim; l'ancien maire et ancien candidat à la présidence Gustavo Petro de Colombie; la ministre argentine Elizabeth Gómez; le député chilien Giorgio Jackson; le philosophe camerounais Achille Mbembe; l'intellectuel indien Vijay Prashad de Chavista; Victor Santa Maria du syndicalisme péroniste et l'ambassadrice argentine Alicia Castro, entre autres.

Les discours de Chomsky et Varoufakis ont reflété les limites du projet. Pour Chomsky, il y a deux internationales en cours de formation, une internationale réactionnaire, dirigée par Trump, qui comprend Bolsonaro, le dictateur égyptien Al Sisi, les gouvernements d'Israël et de l'Inde, les institutions financières multilatérales telles que le FMI et la Banque mondiale, et le Premier ministre hongrois de droite Victor Orban. Son trait caractéristique serait son autoritarisme. L'Internationale progressiste aurait son bastion parmi les "mouvements populaires". Dans le monde d'aujourd'hui, le néo-libéralisme de Reagan et Thatcher prédominerait, et l'une des tâches principales de l'Internationale progressiste serait de "veiller à ce que nous paniquions tous maintenant et que nous agissions en conséquence". De cette conception, il faut s'attendre à ce que les gouvernements capitalistes "démocratiques" soient capables de réagir à ces

alarmes "progressistes".

Varoufakis, pour sa part, a installé la notion que nous entrons déjà dans une phase post-capitaliste, le dilemme étant de savoir si son économie "sera autoritaire et oligarchique ou démocratique et sociale". Face à la catastrophe écologique, il a proposé un "accord écologique international" qui, avec un budget de 8 milliards de dollars par an, pourrait réaliser la transition des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables, réduire la consommation de viande et miser sur les aliments biologiques. Il y voit un défi analogue à la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale, bien qu'il ne s'agisse pas seulement de reconstruire mais de créer de nouvelles technologies.

Si Varoufakis affirme que "le capitalisme n'est pas compatible avec la survie de l'humanité", la tiédeur de ses propositions ne correspond pas à cette phrase. Il appelle à identifier les multinationales spécifiques "qui abusent des travailleurs" et à mener des journées de boycott, par exemple, contre Amazon. Quelles multinationales n'abusent pas des travailleurs? Le problème de la bureaucratie syndicale et les besoins organisationnels de la classe ouvrière sont évités grâce au boycott, c'est une fausse solution. Varoufakis estime que "le monde de l'argent et de la finance est détaché du monde de la production" (!) et que la voie de sortie stratégique est un "socialisme de marché" (?) selon le principe "un employé, une action, une voix".

Comme on peut le voir, son axe théorique est la démocratisation du capitalisme, et son antagoniste n'est pas la classe capitaliste dans son ensemble mais seulement la tendance que Trump représente. Ce n'est pas par hasard que le Mouvement Démocratie en Europe (DiEM25), dont Varoufakis est une référence, soutenu par Ada Colau, Baltasar Garzón, des politiciens et philosophes verts comme Toni Negri et Slavoj Žižek, est encouragé par des idées comme celle de démocratiser l'Union européenne.

La gravité de ce carrefour historique, où la crise sanitaire de la pandémie de Covid-19, la récession économique mondiale, la dégradation de l'environnement et le réchauffement climatique se chevauchent, est indéniable. Pour les révolutionnaires, la solution de base est que les gouvernements de la classe ouvrière établissent une économie socialiste au niveau régional et mondial, planifiée démocratiquement avec des critères de durabilité, au service de la majorité populaire. Pour les soi-disant progressistes, ce qui est possible, ce sont des réformes dans le cadre capitaliste, la démocratisation des États bourgeois, des États multilatéraux comme le FMI et même des entreprises transnationales elles-mêmes.

En tout cas, il ne s'agit pas de différences purement théoriques. L'expérience concrète des peuples d'Amérique latine avec des gouvernements "progressistes" comme ceux de Correa, Evo Morales, Lula da Silva, Cristina Kirchner, Pepe Mujica, Chávez et Maduro a conduit à des échecs marqués par la corruption, la capitulation et une atroce déprédation de l'environnement, qui ont ouvert la voie à l'extrémisme de droite le plus important du continent. Aucun de ces gouvernements n'a essayé de surmonter les rapports capitalistes d'exploitation ; tous ont conclu des pactes avec l'impérialisme et les bourgeoisies nationales. La plupart de ces gouvernements ont même envoyé des troupes d'occupation à Haïti. Chavism s'est abstenu de le faire, mais a plutôt encouragé les accords corrompus de Petrocaribe avec les gouvernements fantoches de la même occupation militaire de l'ONU en Haïti. Dans les luttes populaires de 2018 et 2019, le "progressisme" a joué un rôle désastreux. Par exemple, Giorgio Jackson et la plupart des députés du Front Amplio chilien, en pleine rébellion populaire contre Piñera, ont fait un pacte pour le maintenir au pouvoir, votant même en faveur d'instruments répressifs, comme la loi dite "anti-pillage". L'expérience frustrante de Syriza en Grèce ou d'Ada Colau en Catalogne, entre autres, a laissé des résultats similaires.

Si la progressivité de la nouvelle organisation est assez atténuée, son internationalisme est une caricature encore pire. L'écrivain syrien de gauche et ancien prisonnier politique Yassin al-Haj Saleh a accepté une invitation à rejoindre l'Internationale progressiste en avril. Mais lorsqu'il a envoyé sa première lettre ouverte à la page Wire, l'organe de l'Internationale progressiste, il a été censuré et exclu, sans explication. Sa critique des capitulations de différents secteurs de la gauche face à la dictature syrienne, l'apologie honteuse de l'agression militaire russe et l'indifférence face au plus grand crime international de ce siècle, qui a conduit plus de six millions et demi de personnes à l'exil, soit environ 30 % de la population syrienne, un pays militairement occupé par la Russie, l'Iran, les États-Unis, Israël et la Turquie, ainsi que par des milices pakistanaïses, libanaises, irakiennes et autres, n'a pas été tolérée. Les révolutionnaires vénézuéliens sont solidaires de Yassin al-Haj Saleh, car nous avons vu que dans notre pays, les milliers de personnes tuées par les exécutions policières, les millions de travailleurs opprimés par des relations de semi-esclavage avec des salaires mensuels de 2 dollars ne comptent pas non plus pour cette pseudo-gauche. L'ignorance et l'arrogance intellectuelle "progressiste" se combinent pour produire une profonde hostilité envers les travailleurs vénézuéliens, les isolant de la nécessaire solidarité internationaliste, comme c'est le cas avec le peuple syrien.

Telle est la faillite politique et morale affichée par l'Internationale progressiste. Dans l'anthologie du réformisme, elle peut occuper une place proche des échecs comme la "cinquième internationale" de Chávez, le Forum de São Paulo ou le Groupe de Puebla. Ce n'est pas l'organisation internationaliste dont nous avons besoin pour surmonter de manière révolutionnaire ce système capitaliste d'exploitation humaine et de déprédation de l'environnement.